



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE TRANSPORTS, RISQUES ET SÉCURITÉ

Bureau Gestion de Crise, Transports,
Bruit, Publicité,

Arrêté du 13 mars 2023 – 0027 - GES

**portant autorisation de circuler le vendredi 07 avril 2023 (vendredi Saint)
pour les poids lourds de plus de 7,5 tonnes dans le département du Haut-Rhin**

**Le préfet du département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code du travail et notamment l'article L.3134-13 ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LAUGIER, préfet du Haut-Rhin ;
- VU** l'arrêté du 16 avril 2021 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

CONSIDÉRANT que le **vendredi 07 avril 2023 (vendredi Saint)** est un jour férié de droit local et que des mesures de circulation spécifiques doivent être prises pour assurer un traitement homogène et équitable des conditions de circulation sur l'ensemble du territoire français ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La circulation des transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total autorisé en charge, sans restrictions de tonnage, y compris ceux transportant des matières dangereuses, est autorisée **le vendredi 07 avril 2023 (vendredi Saint)** sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du département du Haut-Rhin.

Article 2 :

Cette mesure concerne toutes les entreprises, que leur siège social soit situé dans ou hors du département du Haut-Rhin.

Article 3 :

- le directeur de cabinet de la préfecture du Haut-Rhin
- le président de la Collectivité européenne d'Alsace
- le directeur de la société autoroutes Paris Rhin Rhône
- le directeur départemental des territoires du Haut-Rhin
- le directeur départemental de la sécurité publique
- le colonel commandant le groupement de gendarmerie
- le commandant de la CRS 38
- le directeur départemental de la police de l'air et des frontières

sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information :

- à la préfète de la zone de défense et de sécurité Est
- à la préfète de la région Grand Est
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Mission zone de défense
- à l'union régionale du transport d'Alsace

Le préfet
Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Christophe MAROT

Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R.421-1, R.421-2, R.414-1 du code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51 038 – 67 070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télécours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.